

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	11
-------------------------------	----

Chapitre I

Analyse de la situation	23
--	----

Chapitre II

L'accroissement du travail improductif et la dévalorisation du travail par sa forme et par son contenu	37
---	----

1. La consommation destructrice de moyens de consommation: perte de productivité du travail par son contenu. . . 39
2. La consommation destructrice de moyens de production et la perte de productivité du travail par la forme 44
3. La consommation de moyens de destruction et la perte de productivité du travail par la forme et par le contenu . . . 45

Chapitre III

La tendance à l'accumulation sans travail	49
--	----

1. La financiarisation de l'économie depuis la décennie 1970. 49
2. À partir des années 1990: vers le capital fictif 57
3. La démence du capital fictif 59
4. À partir de 2008: la Grande Crise mondiale 68

Chapitre IV

La préparation de la mère de toutes les bulles?	85
--	----

1. La séparation entre « travail » et « argent » 85
2. La dé-substantialisation de l'argent. 90

Chapitre V

Les empires financiers et la géopolitique 93

1. La fraction financière étasunienne conservatrice. 94
2. La fraction financière anglo-étasunienne globalisée . 100
3. Nouvelles Formations Sociales Émergentes 103
4. L'Union européenne, un « État-continent » au cœur de toutes les forces 105

Chapitre VI

L'option géopolitique : vers un monde multipolaire des monnaies ? 113

1. Les crypto-monnaies : nouvelles formes d'argent fictif 113
2. Les crypto-monnaies : nouvelles relations sociales de pouvoir. 117
3. Vers un monde multipolaire des monnaies ? 121

Chapitre VII

Y aura-t-il d'(autres) nouvelles Formes Sociales Émergentes ? 127

1. La Chine, première et dernière Formation Sociale Émergente ? 127
2. La Chine atteint-elle son point de suraccumulation ? . 129
3. Un nouveau cycle de croissance économique capitaliste est-il possible ? 131
4. La reconnexion du capital avec l'économie réelle est-elle possible en Chine ? Ce pays peut-il constituer le dernier bastion du capital productif ? 133

Chapitre VIII

Sortir du capitalisme en tentant de sortir de la crise capitaliste ? 139

1. Tenter de sortir de la crise du capitalisme (sans y parvenir) 139
2. La possibilité de sortir du capitalisme du fait même de l'impossibilité de sortir de la crise capitaliste 147

Conclusion	151
Références bibliographiques.....	159

CHAPITRE V

Les empires financiers et la géopolitique

La crise systémique actuelle du capitalisme oblige à redéfinir la géopolitique mondiale, la forme de l'État, et donc aussi celle du capital dominant. Aujourd'hui, le contexte géopolitique est complexifié par de multiples contradictions, et de très nombreuses alliances possibles. L'avenir du monde dépendra dans une large mesure de la corrélation des forces existant entre les différentes fractions de capital et, en même temps, des luttes sociales qui surgiront sans nul doute dans cette bataille qui accentue évidemment le danger de Guerre Totale.

1. *La fraction financière étasunienne conservatrice*

Si la politique conduite par les capitalistes « globalistes », personnifiés dans le capital financier globalisé¹, traduit le démantèlement structurel de la souveraineté nationale, non plus seulement des formations sociales dépendantes, mais aussi et spécifiquement de celles du centre, il existe dorénavant aux États-Unis un puissant bloc financier néo-conservateur — les « Continentalistes » —, emmené par le Tea Party notamment, qui s’y oppose résolument. Ces fractions néo-conservatrices cherchent à perpétuer le vieil impérialisme de l’hégémonie centrale et, pour cela, promeuvent une stratégie d’unipolarisme unilatéral, soutenu par le Pentagone et le complexe militaro-industriel. Les entreprises de ce complexe sont les grands fournisseurs d’armement, Lockheed, Boeing, General Dynamics, Northrop, et autres.

Ce bloc de pouvoir compte en son sein la fraction financière dirigée par J.P. Morgan Chase, qui fut

1. En accord avec la définition donnée par HILFERDING (1980), reprise par la suite par Lénine, le capital financier est le capital monopoliste industriel ayant fusionné avec le capital monopoliste bancaire. Cette conception ne se trouve pas chez Marx, qui fait référence, parmi les formes fonctionnelles du capital, au *capital porteur d’intérêt*, expression que nous avons nous-mêmes utilisée jusqu’à présent. Toutefois, dans les pages qui vont suivre, nous nous permettrons de parler de *capital financier* en tant qu’il correspond aussi à un bloc de pouvoir, lié à l’autonomisation globale du capital porteur d’intérêts et aux puissantes stratégies qu’il suscite.

la première banque commerciale des États-Unis, et par la Bank of America, la deuxième. Vient ensuite Goldman Sachs, l'un des plus importants groupes bancaires d'investissements et de valeurs mobilières au monde. Ce capital financier dépend de la survie du dollar, en tant que monnaie internationale de référence, défendue grâce au soutien de son complexe militaro-industriel. Son projet est d'engager un autre « siècle américain » et de conserver l'unipolarité de son monde, composé d'autres blocs de pouvoir continentaux, mais toujours subordonnés à lui, comme c'est le cas de l'Union européenne pré-Brexit, Royaume-Uni compris, et le Japon, contrôlant l'Asie du Sud-Est.

À ce capital financier appartiennent également les grandes firmes transnationales de l'empire Rockefeller. Le lien entre le complexe militaro-industriel et J.P. Morgan Chase (et la dynastie Rockefeller)¹ a été très direct. Tout comme les Globalistes — avec la dynastie Rothschild — tentent de gérer l'OTAN comme leur bras armé, les Rockefeller ont fait de même avec le Pentagone. J.P. Morgan Chase contrôle également Esso et Hulliburton. L'empire pétrolier des Rockefeller s'exprime en outre à travers des compagnies pétrolières comme Exxon Mobil, Chevron Texaco, BP Amoco et Marathon Oil, très orientées ces derniers temps vers l'autosuffisance énergétique au moyen de l'extraction de gaz de schiste aux États-Unis et chez leurs voisins canadien et mexicain de l'Accord de Libre-Échange nord-américain (ALENA). Les Rockefeller contrôlent encore le constructeur d'avions Boeing, les compagnies

1. Voir ici HERRERA (2005).

aériennes United Airlines, Delta et Northwest Airlines et, entre autres transnationales aussi, d'énormes entreprises pharmaceutiques. Dans son expression politique, la dynastie Rockefeller a plutôt été mieux représentée par les Républicains.

En liant leurs investissements beaucoup plus aux territoires national et continental (surtout dans le cadre de l'ALENA), ces forces néo-conservatrices ont besoin de défendre à tout prix la souveraineté nationale, face aux politiques du capital financier globalisé qui tendent à l'affaiblir. Elles ne peuvent en aucune façon accepter que les États-Unis perdent leur pouvoir en tant que pays central et puissance hégémonique sur le système mondial capitaliste. Durant l'ère de la mondialisation, qui commença aux alentours de 1979-1982, la réalité de ce capital financier néo-conservateur a consisté en une perte de terrain et de pouvoir aux niveaux à la fois économique, politique, culturel et idéologique face à ses adversaires, les Globalistes. Pour cette raison, ce projet politico-stratégique est sur la défensive et ne tient qu'en s'accrochant toujours plus à l'État-nation et à l'État-région, par l'approfondissement des contrôles d'aires géographiques. Son projet est de contenir l'avancée du capital financier global, en tant que nouvelle forme dominante actuellement à l'offensive et épouillant sur la souveraineté des États-Unis eux-mêmes.

Cette grande fraction capitaliste conservatrice unipolaire conserve son pouvoir par le biais d'investissements gigantesques réalisés dans le complexe militaro-industriel. Ses dépenses ne concernent pas

seulement le développement technologique des industries militaires, mais de plus en plus aussi l'installation et l'entretien d'un réseau de bases militaires très nombreuses et coûteuses dans le monde entier¹, qu'elle dispute en permanence à l'OTAN. Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, ces dépenses militaires s'effectuent principalement à partir de dettes croissantes en dollars des États-Unis. Cela se fait concrètement par l'émission de bons du Trésor, c'est-à-dire en recourant à une certaine forme de capital fictif. Tant que ces titres peuvent être écoulés à l'étranger, le transfert de ce « capital fictif » vers des pays tiers pourra être assuré.

À compter du début des années 1970, les pays importateurs d'hydrocarbures se sont vus dans l'obligation d'acheter du pétrole libellé en dollars étasuniens. Dans ces conditions, aussi longtemps que ces pays continueront d'acheter du pétrole à des prix qui resteront élevés, la demande de dollars demeurera elle-même importante. On comprend alors que le capital financier appuyé sur l'État national ou continentalisé, unipolaire et unilatéral, a essayé de maintenir son contrôle du pétrodollar, y compris si cela impliquait le déclenchement de guerres. De fait, c'est essentiellement au Moyen-Orient que ces guerres sont intervenues, soit dans la région où se concentre une majorité des transactions de pétrole exprimées en dollars et où sont présentes les économies « émergentes » qui se disputent la suprématie sur ces ressources.

À l'heure présente, le pétrodollar subit la concurrence qui découle de l'alliance entre la Russie — plus

1. HERRERA et CICCHINI (2013).

grand producteur d'énergie fossile au monde — et la Chine — plus gros consommateur mondial de cette même énergie — ; des pays qui achètent et vendent déjà du pétrole et du gaz en dehors de la sphère d'influence du dollar. Ce circuit hors dollar a d'ailleurs également été intégré par l'Iran, qui a cessé de vendre son pétrole dans la monnaie des États-Unis. Tandis que les médias agitent la menace nucléaire que représenterait encore l'Iran, la réalité est que ce pays a été sanctionné pour avoir vendu des hydrocarbures sans le libeller en dollars étasuniens.

En 2018, les États-Unis ont imposé de nouvelles sanctions contre l'Iran dans l'intention de provoquer une hausse du cours du dollar et de maintenir le prix du pétrole à un niveau élevé. En raison de la puissance économique et militaire que représente l'Iran, et du poids de ses soutiens internationaux, ce qui s'était passé avec l'Irak de Saddam Hussein et la Libye de Mouammar Kadhafi ne s'est pas répété. Mais le fait est que les sanctions actuelles ont produit un effet opposé à celui qu'attendaient ses initiateurs, dans la mesure où, depuis lors, l'Iran a vendu davantage de pétrole en direction de l'Est, vers l'Asie, en libellant ces transactions en yuans chinois, et beaucoup moins à l'« Occident » en dollars étasuniens. Accompagnant la Russie, la Chine et l'Iran, de plus en plus de formations sociales de l'Eurasie — et même d'Afrique — ont arrêté d'effectuer leurs échanges de pétrole et de gaz en dollars.

Avec l'introduction récente et l'acceptation accélérée du pétro-yuan-or, la « foi » qui prévalait jusque-là dans le pétrodollar s'est trouvée contestée. Les pays détenant

de grandes quantités de bons du Trésor des États-Unis et enregistrant un important excédent commercial vis-à-vis de ces derniers, comme c'est tout particulièrement le cas de la Chine, ont ainsi acquis un grand pouvoir sur une éventuelle manipulation du cours du dollar, du fait qu'ils se trouvent en capacité d'effectuer des ventes plus ou moins massives de ces titres émis par les États-Unis. La Chine n'exige plus seulement l'achat et la vente en pétro-yuans pour les hydrocarbures, mais aussi pour le commerce des matières premières en général, et spécialement pour les métaux.

André Gunder Frank (2005) a soutenu avec vigueur l'idée qu'en cas de déstabilisation de l'un des deux piliers du pouvoir hégémonique des États-Unis — en l'occurrence, le dollar, en tant que monnaie de référence internationale —, l'autre pilier — à savoir, son support militaire — se verrait du coup ébranlé, car ce dernier dépend lui-même de leur capacité d'endettement. Lorsque les bons du Trésor cesseront d'être demandés, la possibilité pour les États-Unis de financer le complexe militaro-industriel s'effondrera, révélant ainsi son caractère improductif et stérile, ou *fictif*. En d'autres termes, les États-Unis ne seront plus en mesure de maintenir leurs énormes dépenses militaires et, surtout, le coût d'entretien de tant de bases militaires implantées à l'étranger. Leur gigantesque pouvoir économique, politique et militaire, qui leur a permis de dominer le monde de façon unilatérale et unipolaire, sera donc remis en cause.